

Nicolas Baverez : « Les Français ignorent que la France possède une tradition intellectuelle libérale remarquable »



Pour l'essayiste qui publie *Le monde selon Tocqueville*, la France s'enfoncé dans un climat de guerre civile froide alimenté par le face à face entre un État autoritaire et centralisé et des citoyens atomisés et noyés dans leur individualisme

Avec Nicolas
Baverez

Atlantico.fr : Au vu de ce qu'il s'est passé récemment (intrusion de manifestants au siège de la CFDT, Taha Bouhafs qui tweet la localisation d'Emmanuel Macon au théâtre des Bouffes Parisiens, la montée de la violence en France etc.), que pensez-vous de la situation actuelle ? Qui est vraiment responsable entre ceux qui s'adonnent aux pires passions françaises de l'égalitarisme et les élites qui ne savent pas défendre le libéralisme ?

Nicolas Baverez : La France se trouve aujourd'hui au point de rencontre de deux crises : le décrochage qui lui est propre, qui a commencé à la fin des années 1980 et renvoie au cycle des Quarante piteuses, et l'onde de choc populiste qui touche l'ensemble des démocraties. Les racines de la colère des peuples sont la déstabilisation des classes moyennes, la montée des inégalités entre les individus et les territoires, le désarroi identitaire, la montée de la violence et de l'insécurité. Les peurs s'accumulent. Des peurs sur l'économie et la mondialisation, sur la société numérique et les robots, sur l'islam et l'immigration, sur le déclin des Etats-Unis et le basculement du leadership mondial vers la Chine. La France renoue ainsi avec la configuration dont Tocqueville souligne le danger, caractérisée par un Etat autoritaire et centralisé, des citoyens atomisés et enfermés dans leur individualisme, et dans le vide politique ainsi créé, une spirale de violence exacerbée par la fascination pour la radicalité.

Vous expliquez que l'hyper concentration du pouvoir et l'extrême centralisation de l'Etat nourrissent la crise démocratique (p. 56). Selon vous, la France doit-elle repenser son système politique ? Le fédéralisme peut-il être une solution ?

Nicolas Baverez : [Tocqueville ne se contente pas d'isoler et expliquer les difficultés de la France à acclimater la liberté politique](#). Il avance aussi un certain nombre de solutions, notamment à la lumière de l'expérience américaine, tout en soulignant la spécificité des cultures et de l'histoire des nations. La racine des maux français est à chercher dans l'hypertrophie de l'Etat, qui s'incarne dans la religion de la dépense publique et de l'impôt, ainsi que dans la faiblesse de la société civile. Je ne crois pas que le fédéralisme soit la solution. En revanche, il est certain que le réengagement des citoyens dans la décision politique, le renforcement des contre-pouvoirs, la réhabilitation de l'Etat de droit, la décentralisation, la baisse des prélèvements et des dépenses publics sont autant de remèdes à la crise française. Ils impliquent de renverser l'esprit des institutions en faisant des citoyens et non pas de l'Etat les garants ultimes de la nation et de la démocratie.

En parlant de cette violence, avec l'avènement des réseaux sociaux, la haine qui y est propagée, mais aussi avec les restrictions de la liberté d'expression, la France a-t-elle basculée dans la tyrannie de la minorité ?

Nicolas Baverez : Il est certain que la liberté d'expression est aujourd'hui gravement menacée. Et ce de plusieurs manières. D'abord par l'islamisme qui entend faire prévaloir la loi religieuse sur celle de la République sur les territoires dont il prend le contrôle et qui ne se fixe pas de limites dans l'utilisation de la violence comme l'ont montré les attentats contre Charlie Hebdo ou le Bataclan. Mais aussi par certains groupes minoritaires qui mobilisent les réseaux sociaux et recourent à la violence pour imposer leur point de vue à la majorité par la force. Et ce en saturant l'espace public et en annihilant toute opinion dissidente. Aux Etats-Unis, le New York Times a fermé ses colonnes aux dessins de presse et aux caricatures. En France, la représentation des Suppliantes d'Eschyle à la Sorbonne a été interrompue par l'intrusion violente de manifestants se réclamant de l'antiracisme, Sylviane Agacinsky a été menacée et interdite de parole à Bordeaux en raison de son opposition à la GPA, des étudiants et des enseignants ont déchiré le livre de François Hollande à Lille - renouant avec les autodafés nazis des années 1930 -. Cette violence endémique qui crée un climat de guerre civile froide s'explique par la désintégration de la société mais aussi par la faiblesse de l'Etat de droit et la complaisance, voir l'encouragement à la violation de la loi. Cette tyrannie des minorités, qui entendent ériger par la force leurs conviction en loi générale et en vérité absolue, est par ailleurs nourrie par les réseaux sociaux qui favorisent l'enfermement communautaire et assurent l'impunité aux propose haineux.

Comme le souligne Tocqueville, la démocratie peut aller soit vers la liberté, soit vers la tyrannie et la servitude. Pour maintenir la liberté, il faut évidemment garantir le suffrage universel ; mais il convient également de disposer de contre-pouvoirs qui fonctionnent, d'un Etat de droit efficace, d'un état d'esprit qui assure que la majorité n'opprime pas les minorités et que les minorités reconnaissent la légitimité de la majorité. Viktor Orban, théoricien de la démocratie illibérale en Hongrie, nous montre comment le populisme corrompt la démocratie en s'appuyant sur le seul principe de l'élection pour la transformer en plébiscite au service d'un homme fort qui concentre tous les pouvoirs puis supprime les libertés.

Il est certain que la liberté d'expression est aujourd'hui gravement menacée. Et ce de plusieurs manières. D'abord par l'islamisme qui entend faire prévaloir la loi religieuse sur celle de la République sur les territoires dont il prend le contrôle et qui ne se fixe pas de limites dans l'utilisation de la violence comme l'ont montré les attentats contre Charlie Hebdo ou le Bataclan. Mais aussi par certains groupes minoritaires qui mobilisent les réseaux sociaux et recourent à la violence pour imposer leur point de vue à la majorité par la force. Et ce en saturant l'espace public et en annihilant toute opinion dissidente. Aux Etats-Unis, le New York Times a fermé ses colonnes aux dessins de presse et aux caricatures. En France, la représentation des Suppliantes d'Eschyle à la Sorbonne a été interrompue par l'intrusion violente de manifestants se réclamant de l'antiracisme, Sylviane Agacinsky a été menacée et interdite de parole à Bordeaux en raison de son opposition à la GPA, des étudiants et des enseignants ont déchiré le livre de François Hollande à Lille - renouant avec les autodafés nazis des années 1930 -. Cette violence endémique qui crée un climat de guerre civile froide s'explique par la désintégration de la société mais aussi par la faiblesse de l'Etat de droit et la complaisance, voir l'encouragement à la violation de la loi. Cette tyrannie des minorités, qui entendent ériger par la force leurs conviction en loi générale et en vérité absolue, est par ailleurs nourrie par les réseaux sociaux qui favorisent l'enfermement communautaire et assurent l'impunité aux propose haineux.

Comme le souligne Tocqueville, la démocratie peut aller soit vers la liberté, soit vers la tyrannie et la servitude. Pour maintenir la liberté, il faut évidemment garantir le suffrage universel ; mais il convient également de disposer de contre-pouvoirs qui fonctionnent, d'un Etat de droit efficace, d'un état d'esprit qui assure que la majorité n'opprime pas les minorités et que les minorités reconnaissent la légitimité de la majorité. Viktor Orban, théoricien de la démocratie illibérale en Hongrie, nous montre comment le populisme corrompt la démocratie en s'appuyant sur le seul principe de l'élection pour la transformer en plébiscite au service d'un homme fort qui concentre tous les pouvoirs puis supprime les libertés.

Il est certain que la liberté d'expression est aujourd'hui gravement menacée. Et ce de plusieurs manières. D'abord par l'islamisme qui entend faire prévaloir la loi religieuse sur celle de la République sur les territoires dont il prend le contrôle et qui ne se fixe pas de limites dans l'utilisation de la violence comme l'ont montré les attentats contre Charlie Hebdo ou le Bataclan. Mais aussi par certains groupes minoritaires qui mobilisent les réseaux sociaux et recourent à la violence pour imposer leur point de vue à la majorité par la force. Et ce en saturant l'espace public et en annihilant toute opinion dissidente. Aux Etats-Unis, le New York Times a fermé ses colonnes aux dessins de presse et aux caricatures. En France, la représentation des Suppliantes d'Eschyle à la Sorbonne a été interrompue par l'intrusion violente de manifestants se réclamant de l'antiracisme, Sylviane Agacinsky a été menacée et interdite de parole à Bordeaux en raison de son opposition à la GPA, des étudiants et des enseignants ont déchiré le livre de François Hollande à Lille - renouant avec les autodafés nazis des années 1930 -. Cette violence endémique qui crée un climat de guerre civile froide s'explique par la désintégration de la société mais aussi par la faiblesse de l'Etat de droit et la complaisance, voir l'encouragement à la violation de la loi. Cette tyrannie des minorités, qui entendent ériger par la force leurs conviction en loi générale et en vérité absolue, est par ailleurs nourrie par les réseaux sociaux qui favorisent l'enfermement communautaire et assurent l'impunité aux propose haineux.

Comme le souligne Tocqueville, la démocratie peut aller soit vers la liberté, soit vers la tyrannie et la servitude. Pour maintenir la liberté, il faut évidemment garantir le suffrage universel ; mais il convient également de disposer de contre-pouvoirs qui fonctionnent, d'un Etat de droit efficace, d'un état d'esprit qui assure que la majorité n'opprime pas les minorités et que les minorités reconnaissent la légitimité de la majorité. Viktor Orban, théoricien de la démocratie illibérale en Hongrie, nous montre comment le populisme corrompt la démocratie en s'appuyant sur le seul principe de l'élection pour la transformer en plébiscite au service d'un homme fort qui concentre tous les pouvoirs puis supprime les libertés.

Comment se fait-il que la France, avec des penseurs de la liberté aussi importants que Tocqueville, semble être devenue allergique à la liberté ?

Nicolas Baverez : Il faut se replonger dans l'histoire de notre pays pour comprendre cette allergie paradoxale à la liberté. La France a participé à l'invention de la liberté moderne avec les principes de la souveraineté et de l'universalité des droits de l'homme, aux côtés de l'Angleterre qui établit l'Habeas Corpus et des Etats-Unis qui actèrent la Constitution et la séparation des pouvoirs. La France possède une tradition intellectuelle libérale aussi remarquable que méconnue. Sur le plan philosophique, cette filiation rassemble

Montaigne, Montesquieu, Condorcet, Constant, Tocqueville, Elie Halévy, Raymond Aron et Jean-François Revel. Sur le plan économique, elle s'appuie sur Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat, Léon Walras - qui a dû quitter la France car ses travaux furent très mal accueillis -, ou encore Jacques Rueff. Pourtant, au plan politique, aucun parti libéral n'a réussi à s'implanter durablement en raison du poids de l'Etat et de la défiance entre les citoyens. Les idées libérales ont joué un rôle majeur dans les phases de modernisation accélérée de notre pays. Mais, à l'exception de la IIIème République, elles ont été mises en œuvre par des pouvoirs autoritaires, notamment lors du Second Empire ou des débuts de la Cinquième République, qui ont été marqués par une politique de l'offre très efficace, avec un niveau historiquement élevé de l'investissement public et privé.

Il faut enfin rappeler qu'il existe trois grandes traditions libérales : le libéralisme politique à la française, l'utilitarisme anglais (Bentham, Mill) et le libéralisme libertarien américain (Ayn Rand). La tradition libérale française se distingue par le primat donné au politique et à la liberté, érigée en valeur suprême. Elle est donc tout sauf un économisme. Dans l'esprit du libéralisme français, c'est l'économie qui est au service de la politique et non l'inverse. C'est d'ailleurs en cela que Tocqueville a réussi à penser les crises de la démocratie comme le chaos du monde du XXIème siècle. Il explique que la première menace pour la démocratie est intérieure, quand les citoyens sont prêts à renoncer à la liberté par passion pour l'égalité ou par recherche de la sécurité. Il rappelle que le socle politique et sociologique de la démocratie est constitué par les classes moyennes et que leur déstabilisation ouvre d'immenses espaces aux passions collectives et aux démagogues. Il pointe le danger des hommes forts, qui concentrent tout le pouvoir et estiment que la liberté est si excellente qu'ils doivent en avoir le monopole et en priver les citoyens. Enfin Tocqueville démontre que les sentiments nationalistes et la foi religieuse sont les passions politiques les plus puissantes. Ce sont elles qui sont au principe des démocraties et du djihadisme qui se présentent aujourd'hui comme des alternatives à la démocratie qu'ils désignent comme leur ennemi prioritaire.

Lien vers la boutique Amazon : [ICI](#)

